

## Vœux du Bourgmestre au Conseil communal du 22.01.2015

- Le mercredi 7 janvier 2015, journée noire s'il en est, 17 femmes et hommes ont perdu la vie : journalistes, policiers, simples citoyennes et citoyens.

Ces personnes ont été froidement assassinées.

Les événements sont graves à plus d'un titre mais aussi parce que c'est la liberté d'expression qui a été attaquée.

Le Collège a voulu marquer sa solidarité en créant et diffusant une affiche ainsi que des étiquettes « Je suis Charlie » reprenant également le sceau communal.

À l'occasion de cette année nouvelle, nous devons réaffirmer avec force que nous rejetons toute forme de violence et marquer une nouvelle fois notre attachement à nos valeurs fondamentales : Démocratie, Liberté, Solidarité, Justice.

La liberté d'expression peut-elle être totale lorsque par exemple, on caricature le Christ, la Bible, l'Islam, le Coran, le Prophète ?

Certains répondront oui sans restriction aucune, d'autres crieront au scandale en déclarant que cela ne fera qu'alimenter la haine et la colère.

Les plus hautes autorités islamiques déclarent : « La liberté d'expression ne signifie pas insulter les autres, blesser leurs sentiments et se moquer de leurs croyances religieuses ».

Le Pape François ne dit pas autre chose. Pour lui, la liberté d'expression n'autorise pas tout, elle se doit d'exercer sans offenser, car jouer avec la religion des autres, c'est provoquer.

Mais, ajoute-t-il aussitôt, en aucun cas, on ne peut tuer au nom de Dieu non sans condamner les recours à la violence et au terrorisme sous toutes ses formes.

Pour le grand Rabin de France, il y a une notion de blasphème pour le croyant mais on ne peut pas projeter notre interdiction sur les autres. Et il conclut en affirmant : « Si vous commencez à dire « Liberté de la presse mais ... », le mais est coupable. Il n'y a pas de mais. Liberté d'expression et liberté de la presse sont des fondements de notre démocratie ».

Au 18<sup>ème</sup> siècle, siècle « Des Lumières », Voltaire écrivait : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrai pour que vous puissiez l'exprimer ».

Pour clore ce chapitre, je voudrais citer des passages du communiqué du Conseil communal de Verviers « Les élus unis contre la barbarie ». « Une seule voix car la lutte contre les radicalismes doit réunir tous les démocrates, transcender les idéologies et dépasser les clivages ».

Après un long hommage au travail des forces de l'ordre, ils terminent en disant : « Une seule voix pour réaffirmer que seul le dialogue et le respect mutuel entre les peuples, les religions et les cultures permettront aux valeurs universelles de triompher. À côté de l'action et de la détermination, nous devons impérativement renforcer l'éducation et la prévention en mobilisant les moyens nécessaires pour s'attaquer aux racines du mal, l'inégalité, la pauvreté, l'extrémisme et le radicalisme ».

Puisse cet appel être entendu à tous les niveaux de pouvoir.

- Ce moment de tristesse à peine exprimé, nous sommes à nouveau confrontés à l'actualité, en premier lieu au niveau Européen.

Il faut bien reconnaître que le résultat de l'élection du Parlement européen a confirmé le scepticisme ambiant et la désillusion des citoyens européens.

Les forces hostiles à l'union, pire des députés extrémistes, ennemis de la démocratie, gagnent du terrain au sein de ce Parlement.

Une nouvelle commission, dont le Président Jean-Claude Juncker, affiche la volonté d'amorcer un changement qui ne manque pas d'intérêt.

Elle doit redonner de l'espoir aux citoyens européens.

Toutefois, pour mettre en œuvre un programme novateur et efficace, la nouvelle commission devra mettre en chantier l'indispensable réforme institutionnelle.

Jacques Delors, grand Président de la Commission et visionnaire s'il en fut, affirmait « qu'une politique européenne plus intégrée sera la seule qui permettra de relancer l'Europe et de la faire exister vraiment. »

On parle aujourd'hui de dernière chance et comme bien d'autres, je partage ce point de vue.

L'Union à 28 a montré toutes ses limites. Certains pays, et non des moindres, mettent tout en œuvre pour limiter le rôle de l'Union à une simple gestion du marché intérieur et s'opposent avec force à ceux qui souhaitent bâtir de nouvelles politiques communes, de nouvelles solidarités.

Ces situations de blocage à répétition contribuent au développement de l'euroscepticisme des citoyens, de plus en plus tentés par le repli national.

Le défi pour cette nouvelle Commission et le Parlement européen est donc de taille surtout si l'on tient compte du récent rapport de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) qui prévoit une augmentation dans le monde de 11 millions de chômeurs dans la 4 années à venir. « Si la situation de l'emploi s'est améliorée aux USA, Japon et Royaume- Uni, elle restera difficile surtout en Europe », conclut-elle.

Pour faire face, nous avons donc d'urgence besoin de plus d'Europe afin de construire des politiques économiques et sociales dynamiques, capables de répondre aux inquiétudes des citoyens et restaurer ainsi, la confiance dans le modèle européen.

Faut-il le rappeler, nous avons la Zone Euro qui a permis de créer l'Euro groupe, véritable Conseil bis, donnant un espace commun dans lequel il est possible de formuler des propositions de réformes adaptées visant enfin à créer une Europe solidaire, forte et respectée.

Notre salut viendra de l'Europe car c'est à ce niveau que se trouvent les leviers pour relancer l'économie et combattre efficacement le chômage.

- Pour notre pays, les résultats des urnes sont bien connus.

- Au fédéral, une coalition MR-NVA-CDNV-Open VLD s'est mise en place avec la volonté de conduire des réformes profondes dans les domaines socio-économiques idéologiquement marquées à droite.

Les équilibres budgétaires à réaliser afin de diminuer le poids de notre dette publique vont nécessiter des efforts importants de la part de tous nos concitoyens.

Pour réussir une telle gageure, il faut que l'ensemble des habitants de notre pays ait la conviction que les efforts demandés soient justement répartis.

A ce jour, ce défi n'est pas gagné.

- En Flandre, c'est une coalition NVA-CdNV-Open VLD qui s'est constituée avec un programme très marqué au centre droit.
- En Wallonie, le PS et le cdH gouvernent ensemble avec comme défi majeur d'accueillir les transferts importants de compétences et de rééquilibrer pendant cette législature les finances régionales.
- Quant à Bruxelles, c'est là même coalition en y ajoutant le FDF.

- Pour les communes, les finances sont au plus mal. Cette situation est provoquée par un certain nombre de facteurs extérieurs qu'elle ne maîtrise pas, notamment :

- Les nouvelles normes comptables européennes qui freinent les investissements.
- Un financement fédéral des Zones de police insuffisant.
- A ce jour, aucune garantie d'un refinancement fédéral des Zones de secours (pompiers).
- Le poids des pensions du personnel statutaire et contractuel.
- La politique d'exclusion des chômeurs de longue durée qui pèsera sur les finances des CPAS.

À nouveau, il sera impératif de faire plus et mieux, mais avec moins de moyens ...

Dans ce contexte, le vivre ensemble devient difficile face au repli sur soi et à la (re)montée des égoïsmes.

Nous devons en effet constater une augmentation interpellante des conflits de voisinage mais aussi des problèmes intra familiaux avec ou sans violence, le non-respect des bâtiments et propriétés publiques, des incivilités innombrables créant un sentiment d'insécurité et portant atteinte à notre cadre de vie. Pour y remédier, au-delà de nos efforts permanents, il faut aussi une prise de conscience collective donnant priorité au respect de l'autre, à une solidarité largement ouverte rejetant l'exclusion.

Le Collège vous présente ses meilleurs vœux pour 2015 et surtout beaucoup de bonheur pour vous et pour tous ceux qui vous sont chers.

Josly PIETTE  
Bourgmestre